2016

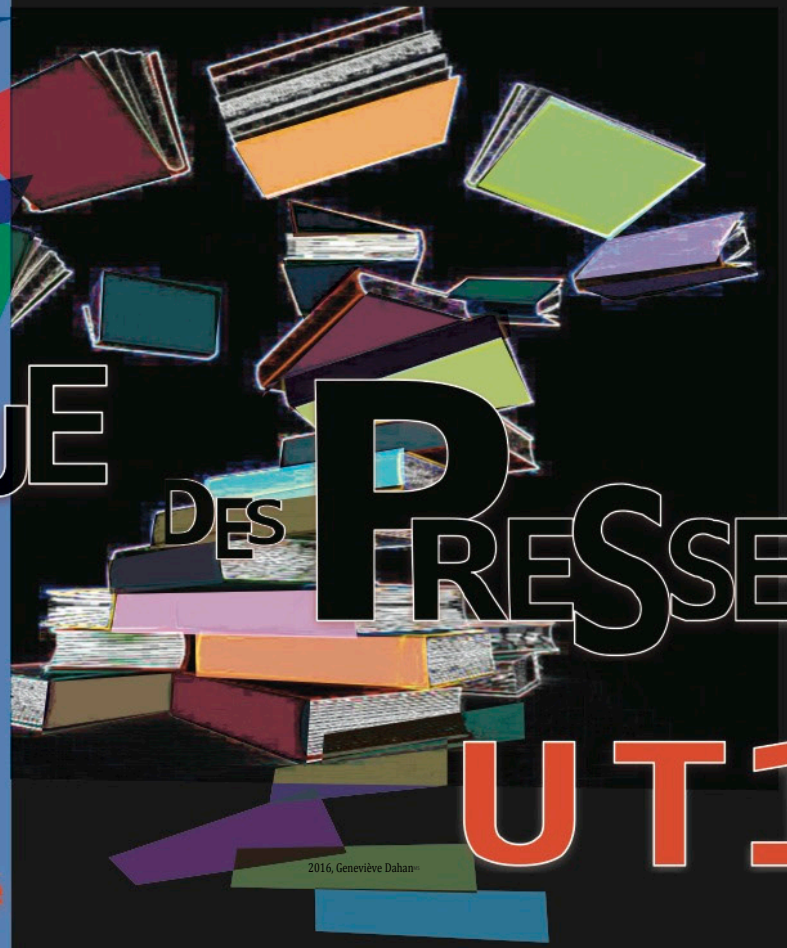
CATALOGUE

IRDEIC

UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE
IRDEIC

Institut de Recherche en Droit Européen International et Comparé

UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE



DES PRESSES UT1

2016, Geneviève Dahan©

COLLECTION

IRDEIC

L'Institut de recherche en droit européen, international et comparé (IRDEIC) a été fondé en 2007. Il regroupe des spécialistes de droit communautaire, de droit international privé, de finances européennes et de droit comparé et fédère 4 équipes de recherche :

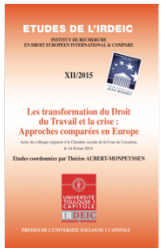
- CEDRE (Centre de documentation et de recherche européenne), dont les travaux portent sur le droit européen institutionnel et matériel),
- CERFF (Centre d'études et de recherches fiscales et financières), ex CERF auquel a été ajouté la dimension financière à la dimension fiscale de ses recherches.
- LIEu (Laboratoire international et européen) dont les travaux portent sur l'espace juridique européen, sous l'angle du droit international privé et en s'intéressant à la dimension d'espace judiciaire et financier.
- CDC (Centre de Droit Comparé), qui apporte la méthode comparatiste aux autres équipes.

L'IRDEIC possède ses propres collections :

Les Etudes de l'IRDEIC (12 publications) permettent de diffuser des recherches individuelles ou de publier des Actes de colloque. Les Cahiers de l'IRDEIC (6 numéros) ont vocation à promouvoir les travaux des jeunes chercheurs

SECRÉTARIAT IRDEIC :

Gaëlle LE MERER,
MC406, 21 allée de Brienne 31042 Toulouse
mail : irdeic@ut-capitole.fr
05 61 12 87 34



La transformation du droit du travail et la crise : approches comparées en Europe
Etudes de l'IRDEIC XII/2015 (Actes du colloque organisé à la Chambre sociale de la Cour de Cassation, le 14 février 2014)

A l'occasion de la crise économique, un débat s'est instauré dans les pays européens sur la remise en cause des modèles sociaux et l'assouplissement des règles relatives au droit du travail.
L'idée s'est répandue que le droit du travail serait devenu trop complexe et constituerait un frein au développement des entreprises et en conséquence à l'emploi, et que la rénovation des relations sociales et la relance de la croissance passerait par une simplification du code du travail et une limitation des contraintes pesant sur les entreprises notamment pour la gestion de leurs effectifs.
Ces prises de position interpellent les différents acteurs de la justice du travail.
Comment, pour le législateur, concilier l'idée de permanence de la règle de droit, la cohérence et la lisibilité du code du travail et la nécessité d'adapter le système de relations juridiques aux évolution des données économiques ou sociales ?
Quelles règles doivent guider les partenaires sociaux pour parvenir à conclure des accords équilibrés acceptables par le plus grand nombre tout en réduisant l'important contentieux que suscite actuellement l'interprétation de tels accords ?
Le juge, qu'il soit lié par la lettre des textes ou qu'il doive en combler les lacunes, est lui aussi confronté à de nouveaux défis dans l'élaboration d'une doctrine jurisprudentielle cohérente, tout en anticipant les conséquences économiques et sociales de ses décisions.
Comme le souligne M. le Président Lacabarats, « ce n'est pas d'ailleurs le moindre des paradoxes de voir « L'Europe » envisager comme remède à la crise la remise en cause des législations sociales nationales, alors qu'elle se trouve liée par des textes et une jurisprudence européenne encore favorables aux droits sociaux, en particulier dans le domaine de la santé des travailleurs et du temps de travail ».
C'est à toutes ces questions que les contributions de cet ouvrage souhaitent apporter leur éclairage.
Etudes coordonnées par **Thérèse Aubert-Monpeyssen**
ISBN : 978-2-36170-069-0 — 2013 / 173 pages — 26 €



De quelques aspects de l'Union économique monétaire européenne
Etudes de l'IRDEIC XI/2015

Le présent ouvrage publie certains actes des «XI jornadas internacionales de politica económica» qui se sont tenues en mai 2013 à Bilbao. Cette manifestation internationale, organisée par le «departamento de economia aplicada de la universidad del País Vasco» avait pour thème central l'Union économique et monétaire (UEM)... Quatre thèmes sont successivement développés dans la présente publication : UEM et aires monétaires, UEM et déséquilibres économiques, orientation de l'UEM et gestion de l'UEM. Nul doute que l'approche multidisciplinaire retenue (économique et juridique) ainsi que la diversité des points de vue exprimés par les auteurs permettront à chacun (simple citoyen, chercheur, étudiant...) de forger sa propre conviction sur les réussites et les difficultés de la monnaie unique européenne. Plus largement cet ouvrage invite à s'interroger sur l'intégration européenne au prisme de l'UEM.
Etudes coordonnées par **Francis Querol**
ISBN : 978-2-36170-107-9 — ISSN : 2256-8476 2015 / 298 pages — 26 €



La sécurité des produits de santé dans l'Union Européenne Etudes de l'IRDEIC X/2014

C'est dans un contexte marqué à la fois, depuis quelques années, par le « paquet pharmaceutique », le renouvellement des législations sur les médicaments et les dispositifs médicaux ou le renforcement des mécanismes de surveillance du marché, en tant qu'action clé de « l'Acte pour le marché unique », ainsi que par des « affaires » sanitaires ou alimentaires (Médiator, prothèses IPP, viande de cheval...) qu'a été organisé, en février 2013, un colloque portant sur le thème de la Sécurité des produits de santé dans l'Union. Professeurs de droit de l'Union européenne, de droit pharmaceutique, docteurs et doctorants chercheurs à l'Inserm se sont saisis de questions qui relèvent tant des « actions clés » de l'Union pour garantir la sécurité des produits et la confiance des consommateurs que des priorités du prochain programme pluri-annuel pour la santé publique (2014-2020) dont la sécurité des patients apparaît comme l'un des 4 axes. Les mécanismes actuels de surveillance du marché sont-ils suffisants pour protéger le consommateur/patient ? Comment la qualité et la sécurité des médicaments, des produits à base de plantes, ou la sécurité des cellules humaines (de plus en plus utilisées à des fins thérapeutiques) sont-elles garanties? Comment les risques liés aux produits de santé innovants sont-ils gérés ? Faut-il envisager un régime de responsabilité en cas de dommages causés par des produits de santé ? Voilà quelques-uns des thèmes abordés dans le cadre de ce colloque.

Sous la direction de **Nathalie de grove-valdeyron**

ISBN : 978-2-36170-091-1 — 2014 / 187 pages
26 €



Le droit comparé à l'épreuve du pluralisme juridique et de la mondialisation Etudes de l'IRDEIC IX/2013

Le présent ouvrage étudie les mutations qu'a subies le droit comparé sous l'influence de la mondialisation et du pluralisme juridique. Le point de départ en est le constat que l'augmentation impressionnante des champs de régulation autonome dans l'environnement mondialisé contemporain n'a pas seulement modifié la nature de l'Etat et du droit. Elle a également affecté l'objet, la structure et les fonctions de la comparaison en droit. Ainsi, d'outil de comparaison entre droits d'origine étatique, qui opèrent sur le plan horizontal, le droit comparé est transformé en un outil complexe, quant à son champ et sa structure, qui étudie des systèmes étatiques et extraétatiques de règles juridiques qui opèrent sur le plan national, international et supranational.

Par ailleurs, les objectifs du droit comparé sont significativement élargis. Ainsi, l'objectif primaire poursuivi par cette branche ne consiste pas uniquement en l'amélioration et en la meilleure compréhension du droit national ou l'harmonisation des droits qui relèvent de la même culture juridique. Son objectif consiste également à amenuiser les contradictions auxquelles donnent lieu l'interdépendance et les différences entre les systèmes juridiques étatiques et extra-étatiques mais aussi la coexistence de cultures juridiques différentes. Cependant, alors que cette évolution tend à faire du droit comparé un outil qui permet d'atténuer les conflits juridiques et culturels, la question se pose de savoir si l'orientation « occidento-centrique » de cette branche offre à celui qui est appelé à appliquer le droit cette réflexion et ces outils-là qui lui permettront de comprendre et de respecter la pluralité des droits et le caractère différent des traditions juridiques culturelles.

Le présent ouvrage tente de répondre à cette question en l'abordant d'un point de vue non seulement théorique mais aussi pratique.

Etudes coordonnées par **Christina Deliyanni-Dimitrakou**

ISBN : 978-2-36170-070-6 — 2013 / 286 pages — 26 €



Pluralité des sources et dialogue des juges en droit social– Etudes de l'IRDEIC VIII/2013

Outre les nombreuses QPC dont elle fait l'objet, la loi interne est de plus en plus fréquemment invalidée par le juge qui en vérifie la conventionalité.

Le juge interne doit aujourd'hui appliquer non seulement des normes pyramidales, mais également des normes en réseaux, régissant des secteurs qui peuvent se recouper. Ces normes obéissent parfois à des logiques différentes, voire concurrentes (normes sociales et normes de marché) comme c'est le cas pour les normes de l'Union européenne, et pour celles du Conseil de l'Europe ou du BIT. L'affaire du CNE a montré que l'on aboutit à des solutions différentes selon que l'on mobilise les normes communautaires ou celle de l'OIT. Le droit de grève a fait l'objet de traitements différents par la Cour de Strasbourg et par celle de Luxembourg. La question du temps de travail a été l'un des terrains d'élection pour ces conflits de sources, et cela au détriment de la sécurité juridique.

Dès 1978, à propos des relations entre le juge communautaire et le juge national, M. Bruno Genevois, futur président de la section du contentieux du Conseil d'Etat, dans des conclusions remarquées, appelait à un « dialogue des juges ».

Nous avons voulu donner la parole à d'éminents universitaires, spécialistes de ces questions, ainsi qu'à des juges de la Cour de cassation, à des juges européens et à des experts afin qu'ils nous éclairent sur la façon d'articuler ces normes inscrites dans des logiques différentes, et sur la façon dont on peut envisager ce « dialogue » très particulier.

Etudes coordonnées par **Thérèse Aubert-Monpeyssen**

ISBN : 978-2-36170-069-0 — 2013 / 173 pages — 26 €

Contributions de droit européen – Cahiers de l'IRDEIC VI/2013



Les Cahiers de l'IRDEIC répondent à la vocation des Centres de recherche de soutenir la formation des doctorants et plus largement valoriser l'activité des jeunes chercheurs. A ce titre, la présente livraison comporte une gamme très diversifiée de travaux représentatifs de ce type de production scientifique. C'est d'abord un excellent mémoire de Master 2 qui est proposé, puis un article publié dans la version électronique de la *Revue trimestrielle de droit européen*, celle-ci ayant aimablement autorisé la reprise dans une version « papier ». La troisième contribution correspond à un exercice original, un doctorant ayant souhaité rendre compte de façon synthétique des travaux d'un colloque organisé par l'IRDEIC et qui fera l'objet d'une publication prochaine. C'est enfin un article porté par la fougue de la jeunesse et adoptant une forme très imagée qui clôture ce volume.

Du point de vue des thématiques, ces « contributions » couvrent nombre d'aspects du droit de l'Union européenne. L'étude sur « Droits sociaux fondamentaux et marché unique : le juge et la construction de l'Europe sociale » proposée par Myriam Castel permet de mettre en évidence une double réalité : le « déficit social » de l'Union européenne est sans doute en cours de résorption, notamment par le travail opiniâtre du juge, et le droit social, dans les Etats membres, peut être considéré comme faisant l'objet d'une reconstruction pour laquelle la dimension européenne est essentielle. L'étude de François Caulet analyse « Le principe d'effectivité comme pivot de répartition des compétences procédurales entre les Etats membres et l'Union européenne » : il s'agit d'une tentative de présentation novatrice, et donc scientifiquement risquée, d'un principe majeur du droit institutionnel et général de l'Union européenne. La portée politique de l'intégration européenne est, quant à elle, pleinement illustrée par le texte d'Olivier Borel, rendant compte des débats du colloque consacré à « La citoyenneté européenne en mouvement ». C'est, pour finir, le droit matériel qui est exploré, sur un mode original, par Alioune Gueye, qui tente de mettre en évidence certains problèmes particuliers qui affecteraient le présent et l'avenir proche du droit du marché intérieur.

Sous la direction de **Marc Blanquet - M. Castel - F. Caulet - O. Borel –** ISBN : 978-2-36170-071-3 — 2008 / 258 pages - 26 €

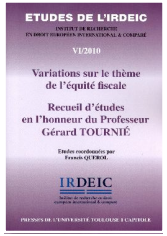
Les finances communautaires à l'aube des perspectives financières 2007/2013

Etudes de l'IRDEIC VII/2011



Les études présentées ici reprennent les actes d'un colloque qui s'est tenu à l'Université de Toulouse en mai 2007. Consacrées à l'étude des finances communautaires, elles gardent toute leur actualité si l'on observe l'actuelle crise budgétaire. Il ressort de ces travaux précieux une analyse fine d'un domaine souvent délaissé par la doctrine. Si le budget européen n'est pas très important en volume, il pose aux observateurs mais aussi aux citoyens européens que nous sommes, de nombreuses questions fondamentales telles que la nécessité d'un impôt européen, le financement de la politique agricole commune ou encore le fonctionnement financier des aides régionales. Les principales questions du droit financier communautaire ont donc pu être abordées lors de ce colloque. On en trouvera ici toute la richesse.

Etudes coordonnées par .**Vincent Dussart**
Avant-propos de **Jean-Claude Gaudron**
ISBN : 978-2-36170-008-9 — 2011 / 403 pages — 25 €

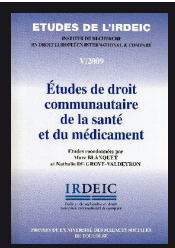


Variations sur le thème de l'équité fiscale Recueil d'études en l'honneur du Professeur Gérard TOURNIÉ Etudes de l'IRDEIC VI/2010

Ce livre réunit les contributions de plusieurs auteurs représentant la doctrine française, européenne et étrangère (argentine, tunisienne, uruguayenne). Une double ligne directrice se dégage. D'une part, un consensus se forme autour de l'idée qu'une reconnaissance de très haut niveau (constitutionnelle ?) s'avère nécessaire afin de lui garantir un degré de protection élevé. D'autre part, bien qu'adossée aux principes d'égalité et de justice fiscale avec lesquels elle entretient des liens indéfectibles, l'équité fiscale s'en démarque néanmoins et demeure un principe autonome, assez difficilement identifiable, même aux yeux des juges.

Etudes coordonnées par **Francis Quérol**
ISBN : 978-2-36170-008-9 — 2010 / 401 pages — 26 €

Etudes de droit communautaire de la santé et du médicament - Etudes de l'IRDEIC V/2009



Cette cinquième livraison des Etudes de l'IRDEIC, la première depuis que cet Institut a pris la suite de l'IREDE en 2007, réunit des textes relevant de ce que l'on pourrait appeler le droit communautaire de la santé et du médicament, qu'il s'agisse d'aborder directement des sujets de droit communautaire ou de présenter des approches nationales pour lesquelles l'incidence du droit communautaire est réelle. Le domaine de la santé publique n'était pas forcément prévu dans l'agenda ouvert par le traité de Rome en 1957. Pour autant, la mécanique, le « spill over » communautaire ont désormais conduit, selon des voies distinctes mais convergentes, à ce que la dimension communautaire soit réelle voire essentielle dans le secteur sanitaire et pharmaceutique des Etats membres, cette conjugaison étant souvent délicate voire ambiguë, avec une action de la Communauté en matière de santé publique n'étant pas censée remettre en cause la maîtrise des Etats membres sur leurs systèmes de santé, et une législation européenne pharmaceutique mêlant constamment les objectifs sanitaires et économiques.

Etudes coordonnées par **Marc Blanquet** et **Nathalie Grove-Valdeyron**
ISBN : 978-2-915699-84-5- 2009 / 297 pages — 30 €



Le couple mixte franco-maghrebin, aspects de droit comparé et de droit international privé

Cahiers de l'IREDE n°5/2009

Ce livre s'interroge sur le thème du couple mixte franco-maghrébin et toutes les interrogations qu'il peut soulever quant à la formation, la vie, la rupture du couple mixte, l'enfant issu de ce couple. Le problème du couple mixte est en effet un sujet d'actualité qui cristallise toutes les tensions et difficultés posées en matière transdisciplinaire.

Sous la direction de **J. Pousson, Me Picard et F. Penavayre**

ISBN : 978-2-915699-85-2 — ISSN : 1961-1862 — 2009 / 164 pages — 25 €



Contributions de droit européen Cahiers de l'IREDE n°4//2008

Les études de ces *Cahiers* s'articulent autour de trois thèmes sous trois formes. D'abord un compte rendu détaillé du colloque organisé à Toulouse à l'occasion des cinquante ans du traité de Rome, avec des points de vue différents, ceux des historiens, des juristes, des sociologues... Ensuite une étude sur le « droit du commerce équitable », donc cherchant un terrain d'entente entre deux termes pas toujours convergents. Enfin, un article en anglais sur la directive européenne de 2004 sur les marchés d'instruments financiers en vue de promouvoir l'équité, la transparence, l'efficacité et l'intégration des marchés financiers.

Sous la direction de **Marc Blanquet**

ISBN : 978-2-915699-65-4 — ISSN : 1961-1862 — 2008 / 343 pages - 30 €



Sécurité alimentaire et OGM

Vis-à-vis des OGM semble se dessiner une fracture entre un nouveau monde nord-américain jouant sans complexe la carte des nouvelles bio-technologies et une « vieille Europe » beaucoup plus réservée, voire réticente. Cet ouvrage livre l'état de la question dans ses dimensions de droit canadien, communautaire et international et permet, par l'analyse des régimes juridiques actuels, d'éclairer les débats qui sont, n'en doutons pas, encore à venir...

Sous la direction de **Richard Ouellet**

Etudes coordonnées par **Marc Blanquet** et **Nathalie Grove-Valdeyron**

ISBN : 978-2-915699–39-5– 2007 / 269 pages — 26 €

Contributions de droit européen Cahiers de l'IREDE n° 3



Cette troisième livraison des *Cahiers de l'IREDE* comporte, comme les deux précédentes, deux parties. En premier lieu, une étude complète d'une dimension originale de la récente charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, celle concernant le statut des ressortissants des pays tiers au regard de ce texte, qui découle de la reconnaissance par celle-ci de la dualité de bénéficiaires des droits fondamentaux en dehors de ceux expressément réservés aux citoyens de l'Union. En second lieu, un ensemble de travaux coordonnés qui portent sur le thème de l'impact de l'union économique et monétaire sur les collectivités locales françaises.

ISBN : 978-2-915699–82-5– 2003 / 220 pages — 26 €



Contributions de droit européen
Cahiers de l'IREDE n°2

Les études de ces *Cahiers* s'articulent autour de deux thèmes et prennent deux formes. D'une part, une étude doctrinale porte sur le principe de (ou le droit à une) bonne administration, dont on sait l'écho qu'il rencontre en droit interne. D'autre part, un recueil de communications porte sur le thème d'actualité de la libéralisation du marché local des télécommunications.

ISBN : 2-909628-78-7 — 2002 / 332 pages — 26 €

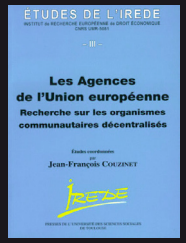


Contribution de droit européen
Cahiers de l'IREDE n°1

Trois thèmes sont traités. Le premier, sur la codification du droit communautaire, forme une sorte de préalable : la connaissance, et donc la bonne application du droit communautaire suppose que soit améliorée l'accessibilité des règles communautaires. Le deuxième thème réunit quatre études sur l'influence de certains mécanismes financiers communautaires sur les politiques financières françaises. Le troisième thème, enfin, intéresse l'influence communautaire sur les diverses politiques publiques locales.

ISBN : 2-909628-56-6 – 2000 / 304 pages — 25,92 €

Les agence de l'Union Européenne. Recherche sur les organismes communautaires spécialisés



Ces Agences ont en commun d'être dotées de la personnalité morale et ainsi de se distinguer juridiquement de la Communauté européenne autour de laquelle elles gravitent. Elles présentent de sensibles différences quant au champ de leurs activités, à leur mode d'organisation ou à leurs formes d'intervention. La principale difficulté, mais aussi tout l'enjeu de la recherche effectuée, consistait à réaliser une synthèse de cette réalité éparse. C'est pourquoi, parallèlement à une analyse des caractéristiques de chaque Agence, sous forme de monographies rassemblées dans la deuxième partie de cet ouvrage, il convenait d'entreprendre une série d'études transversales, dont le résultat constitue la première partie.

Etudes coordonnées par **Jean-François Couzinet**

ISBN : 2-909628-71-X — 2002 / 308 pages — 26 €

Les finances publiques : instruments des politiques publiques

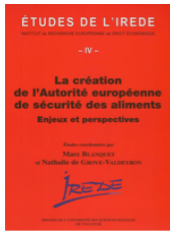
Les expériences françaises et tunisiennes



Le choix des politiques publiques étudiées a été guidé par l'utilisation des différents instruments de droit financier, qu'ils soient normatifs, allocataires ou gestionnaires. Ainsi furent sélectionnées des politiques, aussi bien globales que sectorielles, qui impliquent soit la redistribution des richesses, soit la réorganisation des modes de gestion des services ou entreprises publics.

Sous la direction de **Lazhar Bouony et Gérard Tournié**

ISBN : 2-909628-42-6 — 1998 / 272 pages — 22,87 €



La création de l'autorité européenne de sécurité des aliments enjeux et perspectives

Etude de l'IREDE n° 4

Cet ouvrage présente les actes du colloque sur « la création de l'Autorité européenne de sécurité des aliments » qui s'est tenu à Toulouse le 26 mars 2004 et qui constituait la 2ème journée Guy Isaac. ISBN : 2-915699-12-7 - 2005/195 pages - 26 €

Etudes coordonnées par **Marc Blanquet** et **Nathalie Grove-Valdeyron**



La dimension externe du marché unique européen

L'esquisse de bilan dressé dans ce livre permet de déceler une tendance déjà perceptible à l'époque. L'opération marché unique s'est développée, de bout en bout, dans un climat de libéralisme selon lequel la concurrence ne se divise pas, si bien que l'effort de la Communauté pour résister au « mondialisme » n'a pas eu beaucoup de succès.

Sous la direction de **Joël Molinier**

ISBN : 2-909628-06-X — 1994 / 190 pages - 16,01 €

TITRE ÉPUISÉ

- **L'ordonnance organique du 2 janvier 1959 : 40 ans après**, (Etudes de l'IRDEIC I) études coordonnées par Vincent Dussart et Pierre Esplugas (2000, 290 pages)

Adresse postale :

Université Toulouse 1 Capitole
Presses & publications de l'IFR
Site Manufacture des Tabacs
SCD - Bureau MH221
21 Allée de Brienne
31000 TOULOUSE

Téléphone : **056112-8664**
Mail : **puss@ut-capitole.fr**

Site web : **www.ut-capitole.fr/puss**

Réalisation catalogue & couverture :
Geneviève DAHAN

Diffusion : 2016

UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE - 2 rue du Doyen Gabriel MARTY - 31042 TOULOUSE CEDEX 9